



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 3355

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE DJIHADISME

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Meyer Habib. Le 13 novembre, 130 personnes ont été massacrées en plein Paris. J'ai d'abord une pensée émue pour ces centaines de familles anéanties et ces milliers de vies brisées.

Nous sommes en guerre ; nous allons la gagner. Le chef de l'État a présenté un pacte de sécurité. Oui, mais c'est surtout sur un pacte d'efficacité que les Français nous jugeront. Cette efficacité passe d'abord par une exigence de clarté : après le deuil, nous devons faire un bilan de ce qui n'a pas fonctionné et en tirer les conséquences.

Aujourd'hui, l'ennemi n° 1 est Daech et ses hordes de barbares qui violent, décapitent, crucifient. Mais Daech n'est qu'un nouvel avatar du djihadisme. D'ailleurs, qui connaissait Daech il y a trois ans ? Personne ! En 1986, déjà, le Hezbollah assassinait à Paris, rue de Rennes, après avoir tué cinquante-huit de nos paras à Beyrouth ; puis le GIA, Al Qaida le 11 septembre, Boko Haram, Al Nosra – et maintenant Daech ! Stop au djihadisme ! Stop aux guerres de religion ! Le monde libre doit en finir avec le djihadisme une fois pour toutes, sunnite ou chiite ! C'est la peste ou le choléra, qui tue à Paris, Ankara, New York ou Jérusalem, cet islamisme qui défigure l'islam, cet islamisme qui défigure le monde !

Je salue le changement de cap du Président concernant la Russie, mais il faut aller plus loin pour définir une stratégie globale. Daech est la priorité absolue, oui, mais c'est une faute morale et stratégique que de choisir les chiites contre les sunnites. Il faut être lucide : le djihadisme ne se développe que parce que des États lui apportent leur concours logistique, financier et militaire. Parmi eux : l'Iran, théocratie djihadiste, la Syrie, son vassal, l'Arabie Saoudite et le Qatar, champions du wahhabisme, et d'autres.

Monsieur le Premier ministre, pourquoi ne pas saisir l'opportunité de la COP 21 pour organiser en parallèle un sommet mondial d'urgence contre le djihadisme ? Pouvez-vous, par ailleurs, nous assurer que jamais notre pays n'engagera d'alliances avec tous ces États qui gangrèment notre politique moyen-orientale depuis près de quarante ans ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, vous avez raison : c'est l'efficacité qui s'impose. La France, et c'est sa tradition depuis toujours, lutte contre le terrorisme, contre les différentes formes de djihadisme ou d'islamisme radical. Vous avez rappelé un certain nombre de faits qui ont concerné très

directement notre pays, qui a été visé à plusieurs reprises ; à chaque fois, nous nous sommes retrouvés ensemble, non seulement pour condamner mais pour agir contre ces actes terroristes.

Ce terrorisme touche d'abord, vous le rappeliez, les pays de la région : Israël, bien sûr, mais aussi les pays de la région, du Proche et du Moyen-Orient. Les premières victimes du terrorisme, ce sont les musulmans eux-mêmes. Nous devons donc combattre au nom de valeurs universelles ce terrorisme. Nous l'avons combattu – et de quelle manière ! – au Mali, quand le Président de la République a décidé d'engager nos troupes pour aider le Mali, mais aussi pour lutter contre le terrorisme qui menaçait de s'emparer de ce pays et qui est très présent dans le Sahel. Contre qui luttons-nous dans le Sahel, où nous sommes toujours présents ? À travers nos opérations, nous luttons contre le terrorisme.

Pour lutter contre le terrorisme, il faut être fort au niveau mondial, d'où l'initiative que nous n'avons cessé de prôner. Un changement majeur a été opéré. Il l'a été, malheureusement, par les conséquences des attentats du 13 novembre dernier. Enfin, il y a une prise de conscience de la communauté internationale : l'Europe avait des exigences, que nous avons rappelées ; la Russie, parce qu'elle a elle-même été directement touchée par un attentat revendiqué par Daech ; les États-Unis d'Amérique, qui sont présents dans la coalition et en sont bien sûr les leaders, avec qui nous travaillons de manière encore plus étroite. Tel est le sens des initiatives du Président de la République pour une résolution du Conseil de sécurité, le sens de ses initiatives, à travers des rencontres la semaine prochaine avec Barack Obama puis Vladimir Poutine, pour constituer cette coalition internationale.

Cette coalition internationale pour abattre le terrorisme – nous espérons qu'elle puisse se mettre en place le plus rapidement possible pour venir en soutien de ceux qui, comme la France, frappent Daech – devra aussi permettre des solutions politiques, notamment en Syrie. Oui, nous devons évidemment combattre tous les terrorismes, toutes les organisations, car c'est bien sûr la même matrice : Al Qaida, les groupes qui lui sont affiliés, et bien sûr Daech. Mais notre ennemi – nous le savons et chacun le dit aujourd'hui parce qu'il nous a attaqués directement, parce qu'il nous a déclaré la guerre –, c'est Daech.

Il y a deux principes : il faudra trouver, à chaque fois, les solutions politiques et diplomatiques, sinon nous connaissons les mêmes sorts funestes qu'en Irak ou en Libye, où les interventions n'ont pas été suivies des règlements politiques nécessaires.

Deuxième principe : éviter toute guerre de religion. Si nous intervenons là-bas, ce n'est pas pour faire une guerre de religion, mais tout simplement au nom des valeurs universelles de la paix, de la démocratie et du respect de l'égalité entre les hommes et les femmes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Meyer Habib](#)

Circonscription : Français établis hors de France (8^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3355

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 novembre 2015](#)